

Instructions à l'intention du demandeur d'un formulaire W-9 (Mise à jour : décembre 2014)

Demande de numéro d'identification aux fins de l'impôt et attestation

Sauf indication contraire, les articles cités renvoient à l'Internal Revenue Code.

Modifications futures

Pour obtenir les renseignements les plus à jour sur le formulaire W-9 et ses instructions après leur publication, comme l'adoption d'une loi, consultez le site www.irs.gov/w9.

Rappels

Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA). La Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) oblige les institutions financières étrangères participantes à déclarer la liste de tous les titulaires de compte américains qui sont des personnes désignées des États-Unis. Le formulaire W-9 et les instructions à l'intention du demandeur d'un formulaire W-9 comportent une case *Exemptions au recto* du formulaire qui prévoit l'inscription du *code de bénéficiaire exempté (s'il y a lieu)* et du *code d'exemption des exigences de déclaration de la FATCA (s'il y a lieu)*. Les codes appropriés sont indiqués à la rubrique Exemptions du formulaire W-9 ainsi qu'aux rubriques *Code de bénéficiaire exempté* et *Code d'exemption des exigences de déclaration de la FATCA* des présentes instructions.

La Partie II – *Attestation* du formulaire W-9 prévoit l'attestation relative à la déclaration en vertu de la FATCA.

Règlement de transactions par carte ou par réseau de paiement. Les mentions relatives aux paiements versés en règlement de transactions par carte ou réseau de paiement se trouvent à la rubrique *Objet du formulaire* du formulaire W-9. Pour en savoir plus, consultez la page *Instructions for Form 1099-K, Payment Card and Third Party Network Transactions* sur le site de l'IRS. Consultez également la page www.irs.gov/1099k.

Retenue d'impôt de réserve. Le taux de la retenue d'impôt de réserve applicable aux paiements déclarables est de 28 %.

Service électronique de vérification de correspondance des TIN. Le site Web de l'IRS contient un service de vérification des correspondances des TIN permettant à certains payeurs de vérifier qu'un TIN correspond bien à un nom en particulier. Reportez-vous à la rubrique *Vérification de la correspondance des numéros d'identification aux fins de l'impôt* à la page 4.

Dans quelles circonstances dois-je utiliser le formulaire W-9?

Utilisez le formulaire W-9 pour demander un numéro d'identification aux fins de l'impôt (TIN) d'une personne des États-Unis (y compris un étranger résident) et pour demander certaines attestations ainsi que les exemptions invoquées. (Reportez-vous à la rubrique *Objet du formulaire* sur le formulaire W-9.) Les agents percepteurs peuvent exiger le formulaire W-9 des bénéficiaires américains exemptés de signer des formulaires W-9 pour appuyer une présomption de statut d'étranger. Aux fins de l'impôt fédéral, une personne des États-Unis est entre autres :

- un particulier citoyen américain ou un étranger résidant aux États-Unis;
- une société en nom collectif, une société par actions, une entreprise ou une association créée ou régie aux États-Unis ou en vertu des lois des États-Unis;
- une succession (autre qu'une succession étrangère);
- une fiducie américaine (au sens de l'article 301.7701-7 des règlements).

Une société en nom collectif peut demander un formulaire W-9 dûment signé de leurs associés américains pour appuyer une présomption de statut d'étranger et pour éviter toute retenue sur la part du revenu effectivement lié aux activités de la société en nom collectif qui leur revient. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez l'article 1.1446-1 des règlements.

Avisez les personnes étrangères d'utiliser le formulaire W-8 approprié ou le formulaire 8233, *Exemption From Withholding on Compensation for Independent (and Certain Dependent) Personal Services of a Nonresident Alien Individual* (exemption de la retenue sur la rémunération liée à l'exercice d'une profession indépendant [et de certaines professions dépendantes] par un étranger non résident). Pour obtenir des précisions ou la liste des formulaires W-8, consultez la publication n° 515 de l'IRS, *Withholding of Tax on Nonresident Aliens and Foreign Entities* (retenue d'impôt applicable aux étrangers non résidents et aux entités étrangères).

De plus, un étranger non résident peut, dans certaines circonstances, invoquer des avantages découlant d'une convention à l'égard de bourses d'études ou de recherche. Consultez la publication n° 515 ou la publication n° 519, *U.S. Tax Guide for Aliens* (guide sur la fiscalité américaine à l'intention des étrangers) pour plus d'information.

Transmission du formulaire W-9 par voie électronique

Les demandeurs peuvent établir pour les bénéficiaires et les agents de bénéficiaires un système de transmission des formulaires W-9 par voie électronique, y compris par télécopieur. Le terme « demandeur » désigne quiconque est tenu de produire une déclaration de renseignements. Le terme « bénéficiaire » désigne quiconque est tenu de fournir un TIN au demandeur.

Agent du bénéficiaire. L'agent du bénéficiaire peut être un conseiller en placement (société par actions, société en nom collectif ou entreprise individuelle) ou un courtier remisier. Un conseiller en placement doit être inscrit auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) en vertu de l'*Advisers Act of 1940*. Un courtier remisier est un courtier en valeurs mobilières dont les activités sont régies par la SEC et la National Association of Securities Dealers, Inc. et n'est pas un payeur. À l'exception d'un courtier qui agit à titre d'agent du bénéficiaire à l'égard d'instruments aisément négociables, le conseiller ou le courtier doit démontrer par écrit au payeur que le bénéficiaire l'a autorisé à transmettre le formulaire W-9 au payeur.

Système électronique. En règle générale, le système électronique doit

- faire en sorte que les renseignements reçus sont ceux qui sont transmis et permettre de consigner tous les accès utilisateurs qui ont abouti à la soumission du formulaire;
- conférer une assurance raisonnable que la personne qui accède au système et qui soumet le formulaire est la personne inscrite sur le formulaire W-9, le conseiller en placement ou le courtier remisier;
- fournir les mêmes renseignements que ceux qui figurent dans la version papier du formulaire W-9;
- pouvoir générer une copie imprimée de la version électronique du formulaire W-9 si l'Internal Revenue Service le demande; et
- exiger, à la fin du formulaire de transmission, la signature électronique du bénéficiaire inscrit sur le formulaire
- W-9 attestant qu'il authentifie et qu'il a vérifié le formulaire transmis.
- La signature électronique doit être fournie sous peine de parjure, et l'énoncé relatif au parjure doit reprendre le libellé de la version papier du formulaire W-9.



Dans le cas des formulaires W-9 dont la signature n'est pas requise, il n'est pas nécessaire que le système électronique prévoie la signature électronique ou l'énoncé relatif au parjure.

Pour plus de renseignements, consultez les documents suivants :

- L'Announcement 98-27, à la page 30 de l'Internal Revenue Bulletin 1998-15, à l'adresse www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb98-15.pdf
- L'Announcement 2001-91, à la page 221 de l'Internal Revenue Bulletin 2001-36, à l'adresse www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb01-36.pdf

Numéro d'identification de contribuable individuel (ITIN)

Le formulaire W-9 (ou un document substitut acceptable) est utilisé par les personnes tenues de produire des déclarations de renseignements auprès de l'IRS pour obtenir le nom et le TIN exacts du bénéficiaire (ou d'une autre personne). Dans le cas des personnes physiques, le TIN est généralement un numéro de sécurité sociale (SSN).

Toutefois, dans certains cas, une personne physique qui devient un étranger résident américain aux fins de l'impôt n'est pas admissible à l'obtention d'un SSN. Il en est ainsi de certains étrangers résidents qui doivent recevoir des déclarations de renseignements, mais qui ne peuvent pas obtenir un SSN.

Ces personnes doivent faire une demande d'ITIN au moyen du formulaire W-7, Application for IRS Individual Taxpayer Identification Number (demande de numéro d'identification de contribuable individuel de l'IRS), à moins qu'elles soient en attente d'un SSN. Les personnes physiques qui ont un ITIN doivent l'inscrire dans le formulaire W-9.

Formulaire W-9 de remplacement

Vous pouvez préparer et utiliser votre propre formulaire W-9 (un formulaire W-9 de remplacement) si son contenu est essentiellement semblable au formulaire W-9 officiel de l'IRS et s'il répond à certaines exigences relatives à l'attestation.

Vous pouvez inclure un formulaire W-9 de remplacement aux autres formulaires d'entreprise que vous utilisez habituellement, comme des cartes de signature. Toutefois, les attestations dans le formulaire W-9 de remplacement doivent clairement énoncer (tout comme dans le formulaire W-9 officiel) que, sous peine des pénalités prévues pour parjure :

1. le TIN du bénéficiaire est exact;
2. le bénéficiaire n'est pas assujéti à une retenue d'impôt de réserve en raison d'un défaut de déclarer des intérêts et dividendes;
3. le bénéficiaire est une personne des États-Unis; et
4. le code d'exemption des exigences de déclaration de la FATCA inscrit dans le présent formulaire (le cas échéant) qui indique que le bénéficiaire est exempté des exigences de la FATCA est exact.

Dans le formulaire W-9 de remplacement, vous pouvez fournir des instructions à l'égard des attestations semblables à celles qui figurent dans le formulaire officiel. Si vous n'obtenez pas un code d'exemption aux exigences de déclaration de la FATCA parce que ce renseignement n'est pas demandé dans le formulaire W-9 de remplacement (reportez-vous à la rubrique Bénéficiaire et titulaires de compte exemptés des exigences de déclaration de la FATCA ci-dessous), vous pouvez aviser le bénéficiaire que l'énoncé n° 4 ne s'applique pas.

Vous ne pouvez pas :

1. utiliser un formulaire W-9 de remplacement qui requiert du bénéficiaire, par sa signature, d'accepter des dispositions qui ne sont pas liées aux attestations exigées; ni

2. laisser entendre que le bénéficiaire pourrait être assujéti à une retenue d'impôt de réserve s'il n'accepte pas des dispositions qui ne sont pas liées aux attestations exigées dans le formulaire de remplacement.

Un formulaire W-9 de remplacement qui comporte une ligne de signature distincte réservée aux attestations seulement répond à l'exigence selon laquelle les attestations doivent être clairement énoncées.

Si une seule ligne de signature n'est prévue pour les attestations exigées et pour d'autres dispositions, les attestations doivent être mises en évidence, encadrées, imprimées en caractères gras ou présentées de manière à ce qu'elles contrastent de toute autre information contenue dans le formulaire de remplacement. De plus, l'énoncé suivant doit être présenté de manière à contraster du reste du texte selon l'une des méthodes susmentionnées et doit figurer immédiatement au-dessus de la ligne de signature distincte :

« The Internal Revenue Service does not require your consent to any provision of this document other than the certifications required to avoid backup withholding. » (L'Internal Revenue Service n'exige pas que vous consentiez à quelque autre disposition du présent document que les attestations exigées pour éviter toute retenue d'impôt de réserve.)

Si vous utilisez un formulaire de remplacement, vous n'êtes tenu de fournir les instructions du formulaire W-9 à l'intention du bénéficiaire seulement si ce dernier vous les demande. Toutefois, si l'IRS a avisé le bénéficiaire qu'une retenue d'impôt de réserve s'applique, vous devez alors indiquer au bénéficiaire, verbalement ou par écrit, de biffer le texte de l'attestation qui se rapporte à l'omission de déclarer la totalité des intérêts et dividendes. Reportez-vous à l'énoncé 2 de l'Attestation, du formulaire W-9. À l'énoncé n° 3 de la partie Attestation du formulaire W-9, vous pouvez remplacer « selon la définition ci-après » par « définie dans les instructions » lorsque les instructions ne seront pas fournies au bénéficiaire, à moins que ce dernier les demande. Pour en savoir plus, consultez la procédure révisée 83-89, 1983-2 C.B. 613, étoffée de la procédure révisée 96-26 qui figure à la page 22 du Internal Revenue Bulletin 1996-8, à l'adresse www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb96-08.pdf.

Demande de TIN déjà transmise

Dans le cas du versement d'intérêts et de dividendes et de certains paiements visant des instruments aisément négociables, le bénéficiaire peut vous retourner le formulaire W-9 dûment rempli et signé en inscrivant la mention « Applied for » (demandé) à la partie I. Le formulaire servira alors d'attestation de demande de TIN. Le bénéficiaire a 60 jours civils, à partir de la date à laquelle vous avez reçu cette attestation, pour vous fournir un TIN. Si vous ne recevez pas le TIN du bénéficiaire après ce délai, vous devez amorcer une retenue d'impôt de réserve sur les paiements.

Règle relative à la réserve. Vous devez appliquer une retenue d'impôt de réserve sur tous les paiements déclarables versés au cours du délai de 60 jours si un bénéficiaire retire plus de 500 \$ en une seule fois, à moins que le bénéficiaire ne réserve un montant équivalant aux taux de retenue d'impôt de réserve de l'année en cours sur tous les paiements déclarables versés au compte.

Règle de remplacement. Vous pouvez également opter pour l'application d'une retenue d'impôt de réserve pendant ce délai de 60 jours après un délai de grâce de sept jours, selon l'une des deux règles de remplacement décrites ci-dessous.

Option 1. Appliquez une retenue d'impôt de réserve sur tout paiement déclarable si le bénéficiaire effectue un retrait de son compte au terme du septième jour ouvrable suivant la réception de l'attestation de demande de TIN. Traitez comme un paiement déclarable tous les retraits en espèces jusqu'à concurrence du montant des paiements déclarables versés entre le lendemain de la réception de l'attestation de demande de TIN et le jour du retrait.

Option 2. Appliquez une retenue d'impôt de réserve sur tout paiement déclarable versé dans le compte du bénéficiaire, peu importe si ce dernier effectue ou non des retraits, à compter de la fin d'un délai maximal de sept jours ouvrables suivant la réception de l'attestation de demande de TIN.



L'exemption de retenue d'impôt de réserve pendant un délai de 60 jours ne s'applique pas à d'autres paiements que les paiements d'intérêts, de dividendes et certains paiements visant des instruments aisément négociables. Tout autre paiement déclarable, comme la rémunération d'un non-salarié, est immédiatement assujéti à une retenue d'impôt de réserve, même si le bénéficiaire attend un TIN qu'il a demandé.

Même si le bénéficiaire vous transmet une attestation de demande de TIN, vous devez appliquer une retenue d'impôt de réserve sur les paiements d'intérêts et de dividendes déclarable si le bénéficiaire n'atteste pas, sous peine des pénalités prévues pour pajure, qu'il n'est pas assujéti à une retenue d'impôt de réserve.

Si vous ne percevez pas l'impôt de réserve des bénéficiaires concernés tel qu'il est exigé, vous pourriez être tenu responsable de tout montant non perçu.

Bénéficiaires exemptés de retenue d'impôt de réserve

Les bénéficiaires suivants sont exemptés de retenue d'impôt de réserve à l'égard des paiements décrits ci-dessous et doivent inscrire le code de bénéficiaire exempté pertinent dans le formulaire W-9. Si le bénéficiaire n'est pas exempté et s'il ne fournit pas un TIN selon la méthode prescrite ou s'il n'a pas signé l'attestation, alors que celle-ci est requise, vous devez appliquer une retenue d'impôt de réserve sur les paiements déclarables.

1. Une organisation exonérée d'impôt en vertu du paragraphe 501(a); tout IRA ou un compte de garde exempt en vertu de l'alinéa 403(b)(7), s'il répond aux exigences de l'alinéa 401(f)(2).
2. Les États-Unis ou n'importe laquelle de ses agences ou institutions.
3. Un État, le district fédéral de Columbia, un territoire ou une possession des États-Unis ou n'importe laquelle de ses subdivisions politiques, agences ou institutions.
4. Un gouvernement étranger ou n'importe laquelle de ses subdivisions politiques, agences ou institutions.
5. Une société par actions.
6. Un courtier en valeurs mobilières ou en marchandises qui est tenu de s'enregistrer aux États-Unis, dans le district fédéral de Columbia ou dans un territoire ou une possession des États-Unis.
7. Un négociant-commissionnaire en contrat à terme enregistré auprès de la Commodity Futures Trading Commission.
8. Une fiducie de placement immobilier.
9. Une entité enregistrée sous le régime de l'*Investment Company Act of 1940* durant la totalité de l'année d'imposition.
10. Un fonds fiduciaire commun géré par une banque conformément au paragraphe 584(a).
11. Une institution financière.
12. Un intermédiaire connu des milieux financiers en tant que dépositaire ou prête-nom.
13. Une fiducie exonérée d'impôt en vertu de l'article 664 ou visée par l'article 4947.

Les types de paiements suivants sont exemptés de retenue d'impôt de réserve pour les bénéficiaires ci-dessus, numérotés de 1 à 13.

Versements d'intérêts et de dividendes. Tous les bénéficiaires énumérés ci-dessus sont exemptés à l'exception du bénéficiaire décrit au n° 7.

Opérations de courtage. Tous les bénéficiaires décrits aux n° 1 à 4 et aux n° 6 à 11 sont exemptés. Les sociétés par actions C sont également exemptées. Une personne enregistrée en vertu de l'*Investment Advisers Act of 1940* qui agit régulièrement à titre de courtier est également exemptée.

Opérations de troc et ristournes. Seuls les bénéficiaires décrits aux n° 1 à 4 sont exemptés.

Paiements déclarables prévus aux articles 6041 et 6041A.

Les bénéficiaires décrits aux n° 1 à 5 sont généralement exemptés.

Toutefois, les paiements suivants versés à une société par actions et devant être déclarés au moyen du formulaire 1099-MISC, Miscellaneous Income (revenus divers) ne sont pas exemptés des retenues d'impôt de réserve.

- Frais médicaux et paiements pour soins de santé.
- Honoraires d'avocat (et produit brut versé à un avocat déclarables en vertu du paragraphe 6045(f)).
- Versements liés à des services payés par un organe exécutif fédéral. (Reportez-vous à la règle révisée 2003-66, à la page 1115 de l'Internal Revenue Bulletin 2003-26, à l'adresse www.irs.gov/pub/irs-irb03-26.pdf.)

Paiements effectués en règlement de transactions par carte ou réseau de paiement. Seuls les bénéficiaires décrits aux n° 1 à 4 sont exemptés.

Paiements exemptés de retenue d'impôt de réserve

Les paiements qui ne sont pas assujéti à une obligation de produire une déclaration de renseignements sont également exemptés de retenue d'impôt de réserve. Pour obtenir des précisions, consultez les articles sections 6041, 6041A, 6042, 6044, 6045, 6049, 6050A, 6050N et 6050W et leurs règlements. Les types de paiements suivants sont généralement exemptés de retenue d'impôt de réserve.

Dividendes et ristournes

- Paiements versés à des étrangers non résidents assujéti à une retenue d'impôt, conformément à l'article 1441.
- Paiements versés à des sociétés en nom collectif n'exploitant pas une entreprise ou n'exerçant pas d'activités commerciales aux États-Unis et dont au moins un des associés est un étranger non résident.
- Paiements de ristournes qui ne sont pas versées en espèces.
- Paiements versés par de certains organismes étrangers.
- Les dividendes versés en vertu du paragraphe 404(k) par un régime d'actionariat des salariés.

Paiements d'intérêts

- Paiements d'intérêts sur des titres de créance émis par des personnes physiques. Toutefois, si, dans le cadre de vos échanges ou activités commerciales, vous versez 600 \$ ou plus en intérêts au bénéficiaire, vous devez déclarer le paiement. Une retenue d'impôt de réserve s'applique au paiement déclarable si le bénéficiaire n'a pas fourni de TIN ou s'il a fourni un TIN inexact.
- Paiements visés à l'alinéa 6049(b)(5) versés à des étrangers non résidents.
- Paiements à l'égard d'obligations libres d'impôt en vertu de l'article 1451.
- Paiements versés par de certains organismes étrangers.
- Intérêts hypothécaires ou intérêts sur prêt étudiant qui vous sont payés.

Autres types de paiement

- Salaires.
- Distributions d'un régime de retraite, de rente, d'intéressement ou de primes d'actionariat, d'un régime-retraite personnel, d'un régime dont l'employé est le propriétaire ou de tout autre régime de rémunération différée.
- Distributions d'un compte de crédits pour soins médicaux ou soins de santé et prestations de soins de longue durée.
- Certains produits du rachat de polices d'assurance-vie.
- Distribution d'un programme de crédit pour frais de scolarité admissible ou relative à un compte d'épargne-études (Coverdell ESA).
- Gains de jeu si la retenue ordinaire sur les gains de jeu doit s'appliquer en vertu du paragraphe 3402(q). Toutefois, si la retenue ordinaire sur les gains de jeu ne s'applique pas en vertu du paragraphe 3402(q), une retenue d'impôt s'applique si le bénéficiaire omet de fournir un TIN.
- Transactions immobilières déclarables en vertu du paragraphe 6045(e).
- Dettes annulées déclarables en vertu de l'article 6050P.
- Achats de poisson contre espèces déclarables en vertu de l'article 6050R.

Bénéficiaires et titulaires de compte exemptés des exigences de déclaration de la FATCA

Les exigences de déclaration en vertu du chapitre 4 (FATCA) en ce qui a trait aux personnes des États-Unis ne visent généralement que les institutions financières étrangères (IFE) (y compris une succursale d'une institution financière américaine qui est considérée comme une IFE en vertu d'un accord intergouvernemental (AI) applicable). Ainsi, à titre d'exemple, une institution financière américaine qui gère un compte aux États-Unis n'a pas besoin d'obtenir un code d'exemption des exigences de déclaration de la FATCA. Si vous présentez un formulaire W-9, vous pouvez indiquer « Not Applicable » (sans objet) ou une indication semblable au lieu du code d'exemption des exigences de déclaration de la FATCA pour indiquer que la déclaration de la FATCA ne s'applique pas. Néanmoins, un bénéficiaire qui présente un formulaire ainsi rempli ne peut pas être exempté de la déclaration de la FATCA. Pour obtenir des précisions sur les exigences de déclaration de la FATCA ainsi que pour savoir quelles institutions financières sont tenues de faire une déclaration, consultez les articles 1471 à 1474 et les règlements s'y rapportant. Consultez l'alinéa 1.1471-3(d) (2) des règlements pour savoir dans quelles circonstances une IFE peut se fier à des preuves documentaires pour considérer une personne américaine comme n'étant pas une personne désignée des États-Unis. Consultez également l'alinéa 1.1471-3 (f)(3) des règlements pour savoir dans quelles circonstances une IFE peut considérer une personne des États-Unis comme une personne qui n'est pas désignée comme une personne des États-Unis.

Si vous recevez un formulaire W-9 sur lequel un code d'exemption des exigences de déclaration de la FATCA est inscrit et savez ou avez une raison de croire que la personne est une personne désignée des États-Unis, vous ne pouvez pas vous fonder sur le formulaire W-9 pour considérer la personne comme un bénéficiaire exempté des exigences de déclaration de la FATCA. Cependant, vous pouvez quand même vous fier à un formulaire W-9 autrement rempli pour considérer une personne comme une personne désignée des États-Unis. Une exemption des exigences de déclaration de la FATCA (ou en l'absence d'une exemption) n'a pas d'incidence sur la retenue d'impôt de réserve, tel qu'il est décrit précédemment dans les présentes instructions. Les personnes décrites ci-dessous ne sont pas des personnes désignées des États-Unis et sont par conséquent exemptées des exigences de déclaration de la FATCA :

A. Une organisation exonérée d'impôt en vertu du paragraphe 501(a) ou tout régime de retraite individuel au sens défini à l'alinéa 7701(a)(37).

B. Les États-Unis ou n'importe laquelle de ses agences ou institutions.

C. Un État, le district fédéral de Columbia, un territoire ou une possession des États-Unis ou n'importe laquelle de ses subdivisions politiques, agences ou institutions.

D. Une société par actions dont les titres sont régulièrement négociés sur un ou plusieurs marchés boursiers reconnus, comme le prévoit le sous-alinéa 1.1472-1(c)(1)(i) des règlements.

E. Une société par actions membre du même groupe élargi de sociétés affiliées qu'une société par actions visée au sous-alinéa 1.1472-1(c)(1)(i) des règlements.

F. Un courtier en valeurs mobilières, en marchandises ou en instruments financiers dérivés (y compris les contrats nominaux de référence, contrats à terme standardisés, contrats à terme de gré à gré et options) dûment enregistré à ce titre conformément aux lois des États-Unis ou d'un État.

G. Une fiducie de placement immobilier.

H. Une société mutuelle de placement au sens défini à l'article 851, ou une entité enregistrée sous le régime de l'*Investment Company Act of 1940* durant la totalité de l'année d'imposition.

I. Un fonds fiduciaire commun au sens défini au paragraphe 584(a).

J. Une banque au sens défini à l'article 581.

K. Un courtier.

L. Une fiducie exonérée d'impôt en vertu de l'article 664 ou visée par l'article 4947.

M. Une fiducie exonérée d'impôt en vertu d'un régime établi conformément au paragraphe 403(b) ou au paragraphe 457(g).

Bénéficiaires conjoints étrangers

Si le premier bénéficiaire inscrit sur un compte vous transmet un formulaire W-8 ou un document de déclaration comparable signé sous peine des pénalités prévues pour parjure, une retenue d'impôt de réserve s'applique à moins que :

1. chaque bénéficiaire conjoint ne transmette un document de déclaration de leur statut d'étranger;

2. l'un ou l'autre des bénéficiaires conjoints dont le statut d'étranger n'est pas établi ne vous fournisse un TIN.

Si l'un ou l'autre des bénéficiaires conjoints dont le statut d'étranger n'est pas établi vous fournit un TIN, utilisez ce numéro aux fins de retenue d'impôt de réserve et de déclaration des renseignements.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les bénéficiaires étrangers, consultez les instructions à l'intention du demandeur d'un formulaire W-8BEN, W-8ECI, W-8EXP ou W-81MY.

Noms et TIN à utiliser aux fins de la déclaration de renseignements

Inscrivez le nom et l'adresse complets tels qu'ils figurent dans le formulaire W-9 dans la déclaration de renseignements auprès de l'IRS ainsi que sur la copie fournie au bénéficiaire. Si vous avez versé des sommes à plus d'un bénéficiaire ou si le compte est détenu par plus d'une personne, inscrivez à la première ligne réservée au nom de la déclaration de renseignements uniquement le nom du bénéficiaire dont le TIN figure dans le formulaire W-9. Vous pouvez inscrire le nom des autres bénéficiaires dans l'espace prévu sous la première ligne réservée au nom dans la déclaration de renseignements. Le nom qui figure sur un formulaire W-9 qui comporte un ITIN doit être en tout point le même que celui qui est inscrit sur le formulaire de demande W-7.



Pour en savoir plus sur les noms et les TIN à utiliser aux fins de la déclaration de renseignements, consultez la partie J des General Instructions for Certain Information Returns (instructions générales pour certaines déclarations de renseignements).

Avis de l'IRS

L'IRS vous enverra un avis si le nom du bénéficiaire et le TIN que vous avez inscrits dans la déclaration de renseignements ne correspondent pas à ceux qui figurent à ses dossiers. (Reportez-vous à la section *Vérification de la correspondance des numéros d'identification aux fins de l'impôt [TIN].*) Vous pourriez devoir envoyer un avis « B » au bénéficiaire pour lui demander de fournir un autre TIN. La publication 1281, Backup Withholding for Missing and Incorrect Name/TIN(s) (retenue d'impôt de réserve pour nom ou TIN manquant ou inexact), contient les deux types d'avis « B ».

Vérification de la correspondance des numéros d'identification aux fins de l'impôt

Le service de vérification de la correspondance des numéros d'identification aux fins de l'impôt (TIN) (TIN Matching) permet à un payeur ou à représentant autorisé devant produire des formulaires 1099-B, DIV, INT, K, MISC, OID et/ou PATR de vérifier que les combinaisons de TIN et de nom correspondent à celles qui figurent dans les dossiers de l'IRS avant de transmettre les formulaires à ce dernier. TIN Matching est l'un des services électroniques offerts

auxquels donne accès le site Web de l'IRS. Rendez-vous sur le site IRS.gov et entrez « e-services » dans le champ de recherche. On s'attend à ce que les payeurs qui vérifient les combinaisons de TIN et de nom avant de produire les déclarations de renseignements reçoivent moins d'avis de retenue d'impôt de réserve (CP2100) et de pénalité.

Renseignements supplémentaires

Pour plus de renseignements sur la retenue d'impôt de réserve, veuillez consulter la publication n° 1281.